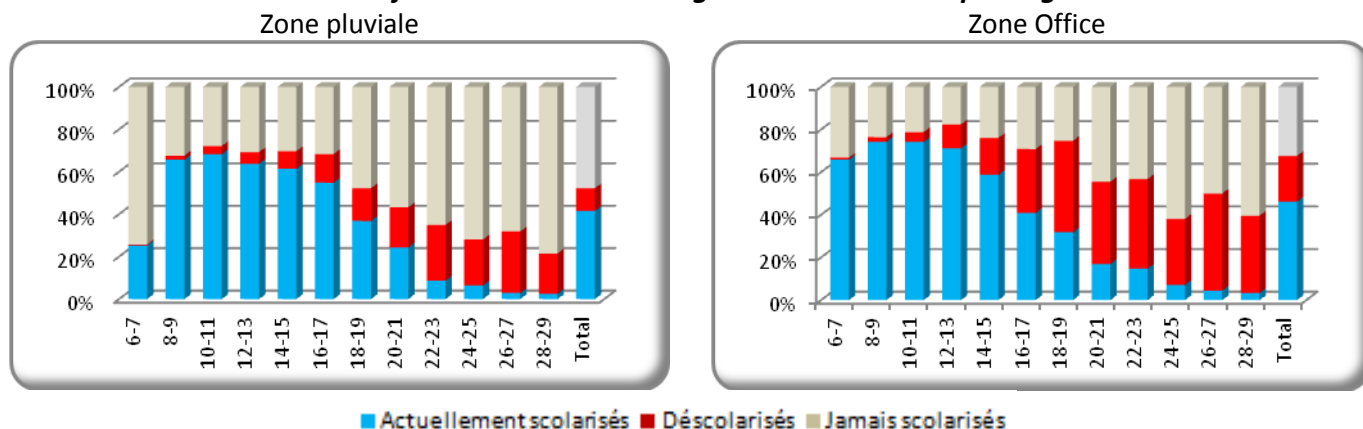


***Insertion des jeunes sur les marchés du travail en milieu rural :
l'offre scolaire et de formation professionnelle est peu adaptée
à l'évolution de l'emploi et aux besoins des jeunes***

1. La scolarisation progresse de façon très significative dans les deux régions, avec de meilleures performances du système scolaire en zone Office¹

Aujourd'hui près des 2/3 des enfants de 8 à 10 ans en zone pluviale et trois quarts en zone irriguée fréquentent l'école. Parmi les 27-29 ans, respectivement pour ces mêmes régions, le pourcentage d'enfants qui ont été un jour scolarisés (et ont souvent quitté l'école sans le certificat) est de 25% et 42%, ce qui montre que la progression est assez rapide. La scolarisation des filles est toujours inférieure à celle des garçons (65% des filles de 8 à 10 ans contre 71% des garçons sont scolarisés), néanmoins, cet écart diminue avec le temps (parmi les 27 à 29 ans, seulement 19% des filles ont été scolarisées contre 34% des garçons en zone pluviale, et respectivement 30% et 57% en zone Office).

Situation scolaire des jeunes ruraux selon l'âge entre 6 et 29 ans par région



¹ Cette note s'appuie sur les rapports d'analyse publiés en 2014 du programme de recherche EJMAO « Emploi des Jeunes et Migration en Afrique de l'Ouest » qui porte sur l'analyse des marchés du travail ruraux, notamment sur les résultats d'une enquête ménage menée auprès de 1 100 familles dans le Miniankala et la zone Office, soit presque 4 000 personnes par région et d'études qualitatives dont 12 focus groups menés auprès de jeunes hommes et de jeunes femmes âgés de 20 à 30 ans sur les représentations associées au travail). Le programme s'est déroulé sur deux ans au Mali, au Sénégal et au Burkina-Faso. Il a été financé par le CRDI (Canada)

La durée de scolarisation semble se rallonger, mais bien des enfants quittent l'école après quelques années (la moitié des 15-19 ans qui ont été scolarisés n'ont pas le CEP). Le DEF est obtenu entre 15 et 20 ans. A date de l'étude, un peu plus de 13% des 20-24 ans ont le DEF ou un diplôme supérieur, de façon à peu près égale entre filles et garçons en zone Office, mais avec un désavantage des filles (8% contre 17% des garçons) en zone pluviale.

2. La formation professionnelle et l'apprentissage traditionnel restent largement sélectifs, en deçà des besoins en formation des jeunes et souvent inadaptés aux nouveaux besoins du marché de l'emploi local

L'apprentissage « traditionnel » renvoie au placement d'un enfant ou jeune chez un artisan pour y apprendre le métier comme apprenti. La formation professionnelle désigne plutôt, soit les cursus de l'enseignement technique et professionnel, soit les formations dispensées par les programmes ou projets d'appui. Globalement, 2,5% des actifs ont suivi un apprentissage traditionnel et 0,5% une formation professionnelle. Les bénéficiaires en sont surtout les hommes (bénéficiaires des trois quarts des formations et de 90% des apprentissages), et notamment les « aînés » (les chefs de cuisine représentent environ 45% des bénéficiaires en zone pluviale et 60% en zone Office).

Les analyses économétriques montrent que ce type de bagage est fortement déterminant de la possibilité d'exercer une activité autonome, et notamment une activité indépendante non agricole. Mais même parmi les artisans-commerçants, seulement 3% ont bénéficié d'une formation professionnelle et 20% ont suivi un apprentissage traditionnel (identique dans les deux régions). En revanche, nombre d'entre eux sont issus d'une famille au sein de laquelle ce type d'activité était exercé. Ainsi, ce secteur non agricole regroupe des personnes aux parcours professionnels très divers, avec d'inégaux niveaux de compétences et de savoir-faire. Certains possèdent réellement une « culture métier », d'autres s'établissent au gré d'opportunités, avec des potentiels de gains très aléatoires.

82% des formations dispensées en zone pluviale (à la fois par formation professionnelle ou apprentissage traditionnel) ne concernent que cinq corps de métiers (couture, teinture, maçonnerie, mécanique, menuiserie bois), alors qu'en zone Office, ces secteurs ne représentent que 53% des formations. Ceci traduit plus de diversification de formation dans cette dernière région, avec notamment une évolution vers les nouveaux secteurs et les besoins émergents du marché, cf. la croissance des formations en fabrication/réparation de biens. En zone pluviale au contraire, les nouveaux besoins ne sont que très peu couverts. Les formations agricoles (en production animale ou végétale) sont très minoritaires, alors que l'emploi est largement agricole, que les techniques agricoles évoluent (production, conservation, transformation) et que certains secteurs de production émergent (ex. aviculture, pisciculture).

3. Dans ce contexte, les plus diplômés témoignent en majorité de la difficulté de s'insérer positivement sur le marché local du travail

Les moins ou non scolarisés ont intégré une culture du labeur qui leur permet de mieux s'insérer sur le marché local de l'emploi. Ils intègrent le travail de façon très concrète (mais très négative) renvoyant aux travaux des champs et aux durs travaux domestiques et ouvrant sur des dimensions de souffrance physique et morale, et, au final, de survie difficile. Ils ont commencé tôt à travailler comme aides familiaux fortement mis à contribution, sont ancrés dans l'emploi local, et leurs attentes de revenus personnels sont très modestes (ex. 10 000 fcfa mensuels). Ils sont globalement prêts à exercer tout type d'activité, mais se sentent particulièrement défavorisés dans l'accès aux activités non agricoles, voire aux activités agricoles qui demandent un investissement (location de champ en zone Office, embouche dans les deux régions...).

Les « diplômés » (détenteurs du DEF/d'un diplôme de l'enseignement technique) sont en revanche parmi les jeunes, ceux pour lesquels le marché rural est le plus inadéquat. Ils expriment en effet de fortes attentes de reconnaissance sociale et de revenus personnels (de 100 000 à 1 000 000 fcfa par mois, de façon plus ou moins réaliste ou fantasmée), et visent essentiellement des emplois dans le formel (notamment dans la fonction publique) ou dans le grand commerce (international, de gros, etc.). Ils acceptent difficilement d'exercer les activités jugées trop laborieuses du marché local de l'emploi, notamment les travaux agricoles.²

Certains détenteurs de diplômes de l'enseignement technique ou professionnel ne peuvent exercer leur métier par manque de marché (ex. comptabilité, machinisme agricole car les machines agricoles viennent avec leur conducteur, teinturières), ces diplômés sont de fait destinés à un marché du travail urbain et ne peuvent guère s'insérer en milieu villageois.

Les activités désirées sont surtout l'artisanat et le commerce, mais sont limitées en nombre et jugées peu accessibles. L'exercice d'une activité artisanale ou commerciale exige des compétences techniques que la plupart des jeunes interviewés en groupe estiment ne pas maîtriser. A noter de plus que les diplômés de l'enseignement technique (CAP, BT1 ou BT2) n'ont pas toujours choisi leur secteur d'enseignement, et n'ont pas toujours le désir d'exercer le métier qu'ils ont appris. De plus, dans les deux régions, la faiblesse du marché induit un contexte très concurrentiel pour les nouveaux venus, et particulièrement défavorable à ceux qui ne sont pas en position de force, soit par manque de capital, soit par manque de soutien familial ou de connaissance dans un réseau professionnel. De fait, les jeunes qui exercent une activité non agricole, dans l'artisanat comme dans le commerce, sont souvent nés dans des familles où un membre en exerçait une et ont éventuellement été aides familiaux non agricoles, avec leur mère, leur père ou un autre parent.

² La perspective d'emplois formels est d'ailleurs l'une des premières motivations des parents à scolariser leurs enfants, pour diversifier à terme les sources de revenus de la famille mais aussi, parfois, pour que certains de leurs enfants puissent échapper au travail agricole.

4. Le bagage influe sur les choix migratoires et les potentiels de réussite des migrants. Bamako reste le choix prioritaire des jeunes « qualifiés »

Les deux régions d'arrivée offrent des potentiels d'emplois très différenciés aux jeunes migrants au départ de la zone pluviale.

Les jeunes qui migrent à Bamako sont plutôt en quête de construction. Ils sont plus diplômés et/ou en cours de scolarité, 1/4 n'a pas travaillé entre la fin de ses études et la migration, ils partent plus souvent pour une migration durable (ou en tout cas qui s'installent plus durablement). Ils ont également plus d'exigences en termes de qualité d'emploi. Le marché de l'emploi bamakois est concurrentiel mais offre des potentiels liés aux capacités personnelles, développées par un bagage formel ou par l'expérience du travail ; il offre ainsi des perspectives intéressantes à ceux qui parviennent au statut d'indépendants, et notamment les employeurs. Pour ces migrants, le fait d'avoir suivi une formation ou un apprentissage favorise l'insertion dans le tissu productif, soit comme employé, soit comme artisan indépendant, avec de plutôt « hauts revenus » parmi la population migrante, et donc une rentabilité supérieure à celle possible sur le marché local.

Les jeunes qui migrent en zone Office sont plutôt en quête de subsides. Ils sont moins scolarisés voire moins qualifiés. Ce sont pour la plupart aides familiaux dans l'exploitation agricole de leur cuisine, qui partent pour trouver un revenu en tant qu'ouvrier agricole, souvent saisonnier, avec apparemment moins d'exigences en termes de qualité d'emploi. Le marché du travail de la zone Office est « facile à intégrer » mais l'offre d'emploi est inférieure à la demande et les salaires très bas.

5. Conclusion

Le bagage des jeunes ruraux n'est pas toujours adapté aux réalités du marché du travail et notamment à son évolution. Les jeunes diplômés de l'enseignement général, voire technique et professionnel, aspirent davantage à des emplois de type urbain auxquels souvent seule la migration peut leur livrer accès. Les formations professionnelles et l'apprentissage traditionnel, et ceci surtout en zone pluviale, évoluent moins vite que les besoins et que les secteurs de l'artisanat. Le système éducatif semble ainsi aujourd'hui souffrir de plusieurs faiblesses : sa difficulté à maintenir les enfants à l'école, l'inadéquation de l'enseignement général et parfois de l'enseignement technique et professionnel aux besoins du marché rural de l'emploi, la faiblesse de la formation professionnelle, en quantité comme en contenu, et notamment sur le volet agricole. Enfin, si les filles sont de moins en moins défavorisées en termes d'accès à l'éducation de base, elles ont toujours très peu accès à la formation professionnelle.